

Les élections de 2009

Résultats et tendances générales

Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE

1. Les élections de 2009

Le 10 juin 2009, de nouveaux parlements régionaux ont été élus en Wallonie, en Flandre, à Bruxelles et en Communauté germanophone : c'était la quatrième fois en Wallonie et en Flandre et la cinquième à Bruxelles. En 2009 comme en 2004, les élections régionales se sont déroulées le même jour que le scrutin européen mais étaient découplées de l'élection fédérale. Au fil du temps, les scrutins ont, non sans mal, pris une signification spécifique. Comme dans tous les pays fédéraux, les élections qui se déroulent à un niveau de pouvoir ont des enjeux communs avec le scrutin de l'autre niveau. C'est encore plus vrai en Belgique en raison de l'absence de partis fédéraux¹ : le combat oppose les partis d'un même groupe linguistique, même lors des élections fédérales. Les partis eux-mêmes contribuent à cet emboîtement des deux types d'élections par le va-et-vient incessant du personnel politique d'un niveau à l'autre. Résultat : après chaque scrutin – fédéral ou régional – le ou les exécutifs de l'autre niveau de pouvoir sont remaniés.

L'enjeu des élections de 2009 diffère d'une région à l'autre. En Wallonie, pour la première fois, une coalition différente de la majorité fédérale a été formée en 2004. Le PS décide à cette époque de s'engager avec le CDH et non plus avec le MR alors qu'au fédéral, le MR est au gouvernement fédéral avec le PS et le CDH dans l'opposition. Ce choix a tendu les relations entre PS et MR. Lors des élections fédérales de 2007, le MR conquiert la première place en Communauté française et – pour la première

¹ J.-B. PILET, J.-M. DE WAELE, S. JAUMAIN (éd.), *L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.

fois – en Wallonie ². L'enjeu des élections régionales de 2009 est alors évident : lequel des deux remportera ces élections et pourra ainsi prendre l'initiative pour la formation des nouveaux gouvernements en Wallonie et à la Communauté française ? L'incapacité du MR à mettre sur pied un gouvernement fédéral sans le PS après les élections fédérales de 2007 accroît encore la tension entre PS et MR. Les deux partis ont mené une campagne très agressive. Au bout du compte, contre toute attente, c'est le PS qui en sort victorieux.

En Flandre, un gouvernement composé de cinq partis – CD&V, N-VA, SP.a, Spirit et Open VLD – est formé en 2004. Cette large coalition est la seule possible : Groen! ne souhaite pas entrer dans un gouvernement et le Vlaams Belang – qui a obtenu le meilleur score de son histoire avec 24 % – n'est un partenaire acceptable pour aucun autre parti, ce qui est toujours le cas. Le gouvernement se compose de cinq partis qui se sont présentés sur trois listes. Le CD&V et la N-VA formaient un cartel comme le SP.a et Spirit. Le cartel CD&V/N-VA, le plus important, a pris la présidence du gouvernement dirigé, pour la première fois, par un parti dans l'opposition au fédéral. Depuis le gouvernement flamand, Yves Leterme se prépare pour les élections fédérales de 2007. A cette occasion, les démocrates chrétiens flamands, à nouveau en cartel avec la N-VA, ont repris la première place qu'ils avaient abandonnée à l'Open VLD en 1999. La formation difficile du gouvernement fédéral et les tensions croissantes entre CD&V et N-VA au niveau fédéral ont mis fin au cartel en 2008. La N-VA quitte alors le gouvernement régional et se présente seule face aux électeurs le 10 juin 2009. Le cartel entre Spirit et le SP.a n'a pas survécu non plus, et Spirit se présente seul, sous le nouveau label de SLP. Les observateurs suivent de près les scores électoraux des deux successeurs de la Volksunie, la prestation de la Lijst Dedecker qui, venue de nulle part, remporte 6,5 % des voix flamandes et les résultats en recul du Vlaams Belang (19 % en 2007) qui amènent à s'interroger sur le devenir de ce parti. Le CD&V avait adopté un profil bas et mis en évidence le ministre-président flamand sortant, Kris Peeters.

A Bruxelles, l'essentiel se joue du côté francophone : qui du MR ou du PS sera le parti vainqueur ? Lors du scrutin régional précédent, les deux partis ont joué à saute-mouton. Même si la politique bruxelloise est moins influencée par les débats fédéraux, l'enjeu est défini en partie par ce qui se passe en Communauté française et en Région wallonne : les coalitions du côté francophone à Bruxelles tendent à correspondre le plus possible aux coalitions en Communauté française et en Wallonie. Se pose aussi la question du nombre de voix des partis néerlandophones. Dix-sept sièges leur sont garantis, mais le nombre décroissant de voix néerlandophones entraîne la mise en question régulière de ce nombre important.

Chaque élection réserve des surprises. Ce fut à nouveau le cas en 2009. La surprise en Flandre est venue des résultats de la N-VA. Avec 13,1 % des voix, elle fait bien mieux que la seule fois où le parti a participé aux élections fédérales (4,8 % en 2003), mais aussi que les 9,3 % de la Volksunie lors de sa dernière participation aux élections (tableau 1.1). Les 7,6 % de la Lijst Dedecker sont aussi étonnants : le parti a amélioré ses résultats de 2007, mais les sondages avaient annoncé une progression bien plus

² P. DELWIT, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010 (2^e édition).

importante. Nous le verrons, la LDD a attiré beaucoup plus d'électeurs en début de campagne, mais un grand nombre d'entre eux ont fini par se rallier à la N-VA.

Le vainqueur tranquille de ces élections flamandes est le CD&V. Sans la N-VA, son ancien partenaire de cartel, le parti obtient sensiblement le même score qu'en 1999. Mais en 2009, ce score en fait le plus grand parti : les résultats des deux autres partis traditionnels, l'Open VLD et la SP.a, sont mauvais.

Tableau 1.1 Résultats des élections au Parlement flamand

	1995	1999	2004	2009
CD&V	26,8	22,1	26,1	22,9
Volkunie/N-VA	9,0	9,3		13,1
Open VLD	20,2	22,0	19,8	15,0
SP.a	19,5	15,0	19,7	15,3
Vlaams Belang	12,3	15,5	24,2	15,3
Groen!	7,1	11,6	7,6	6,8
LDD				7,6
SLP				1,1
UF	1,2	0,9	1,1	1,2

A la tête des négociations gouvernementales avec Kris Peeters, le CD&V forme une coalition avec la N-VA et le SP.a. L'Open VLD est candidat mais sa participation au gouvernement n'est pas indispensable, même si Herman Van Rompuy, Premier ministre fédéral, aurait préféré une coalition flamande plus proche de la majorité fédérale en termes de composition. La coalition fédérale est donc formée indépendamment du fédéral. Avec le SP.a et la N-VA dans l'opposition fédérale, le CD&V doit assurer seul la passerelle vers l'autre niveau de pouvoir et absorber les éventuelles tensions avec le gouvernement fédéral. Jamais auparavant une partie aussi importante de l'opposition flamande au fédéral ne s'était retrouvée dans le gouvernement régional flamand.

En Wallonie, la surprise réside dans le score du PS. Avec près de 33 % des voix, le parti réalise un résultat solide (tableau 1.2). Le coude-à-coude pressenti avec le MR n'a pas eu lieu : avec un peu moins d'un quart des suffrages, le MR reste très loin derrière les socialistes. Pour la quatrième fois d'affilée, le PS remporte donc les élections wallonnes et peut prendre l'initiative pour la formation d'un nouveau gouvernement. Il opte sans surprise pour une coalition avec le CDH et Ecolo.

Les sondages avaient annoncé un résultat colossal pour Ecolo et la réalité est un peu décevante : les verts remportent 18,5 % des voix, ce qui en fait le deuxième parti écologique d'Europe après son homologue islandais (21,7 % des voix en 2009).

Tableau 1.2 Résultats des élections au Parlement wallon (1995-2009)

	1995	1999	2004	2009
PS	35,2	29,4	36,9	32,8
MR	23,7	24,7	24,3	23,4
CDH	21,6	17,7	17,6	16,1
Ecolo	10,4	18,2	8,5	18,5
FN	5,1	4,0	8,1	2,9

A Bruxelles en revanche, le MR est le premier parti. Les libéraux et les socialistes ont perdu des voix, mais le PS en a perdu plus que le MR (tableau 1.3). Une coalition bruxelloise différente de la coalition wallonne est théoriquement possible, mais difficile à mettre en œuvre. Le MR a tout juste eu le temps d'annoncer qu'il prendrait l'initiative, avant d'être confronté au choix d'Ecolo et du CDH de lier leurs destinées et de former une coalition avec le PS.

Tableau 1.3. Résultats des élections à la Région de Bruxelles-capitale (1989-2009)

	1989	1995	1999	2004	2009
PS	22,0	21,4	16,0	28,8	23,3
MR	18,9	35,0	34,4	28,0	26,5
CDH	11,9	9,3	7,9	12,1	13,1
Ecolo	10,2	9,0	18,3	8,4	17,9
FN		7,5	2,6	4,7	1,7
CD&V	4,2	3,3	3,4	2,3	1,7
Open vld	2,8	5,7		2,7	2,6
SP.a	2,7	2,4		2,4	2,2
VB	2,1	3,0	4,5	4,7	2,0
Groen!	1,1	1,0		1,4	1,3
Volksunie / N-VA	2,1	1,4			0,6
LDD					0,4
VLD-VU			3,2		
SP.a-Groen!			3,1		
Total pour les partis francophones	85,1	86,2	85,8	86,5	88,8
Total pour les partis néerlandophones	14,9	13,8	14,2	13,5	11,2

Du côté flamand, les résultats du Vlaams Belang à Bruxelles sont surprenants. En 1999, on appréhendait que le Vlaams Belang ne réussisse à empêcher la formation d'une coalition à Bruxelles et à bloquer les institutions de la région. Avec un tiers des voix flamandes en 1999 et 2004, le parti était de loin le premier parti néerlandophone à Bruxelles. En 2009, il retombe à la troisième place et perd plus de la moitié de ses électeurs.

Tous les partis flamands de Bruxelles ont d'ailleurs perdu des voix, sauf la N-VA et la LDD qui se présentent pour la première fois. Avec 11,2 % des voix, le résultat du groupe linguistique néerlandophone est au plus bas.

2. L'étude électorale

A l'occasion des élections régionales de 2009, les politologues de l'Université libre de Bruxelles, de la Vrije Universiteit Brussel, de la Katholieke Universiteit Leuven et de l'Universiteit Antwerpen ont organisé une étude à grande échelle. Avec l'Université de Leiden aux Pays-Bas, ils se sont associés pour former le groupe d'étude PARTIREP qui analyse les aspects de la participation et de la représentation politiques. PARTIREP est un Pôle d'attraction interuniversitaire financé par la Politique scientifique fédérale.

Cette étude électorale concerne la Flandre et la Wallonie. Les électeurs bruxellois n'ont pas été interrogés, pour des raisons budgétaires pour l'essentiel. Nous avons opté pour un protocole d'enquête non conventionnel permettant de réaliser des analyses approfondies. Cette méthode nécessite un travail considérable pour chaque région et il a fallu renoncer à intégrer la région bruxelloise : il aurait fallu interroger un échantillon de la population aussi complet que pour les deux autres régions.

L'étude électorale de PARTIREP s'est déroulée en trois phases successives, le même groupe d'électeurs étant interrogé à chaque fois. La première phase a eu lieu entre le 21 février et le 23 mai 2009 ; il s'agissait d'un entretien en face à face d'une quarantaine de minutes avec 2 331 électeurs wallons et flamands. Lors de la deuxième phase, organisée du 25 mai au 6 juin 2009, 1 845 électeurs ont été réinterviewés par téléphone – les autres n'ont pu être joints ou ont refusé de continuer à participer à l'étude. Enfin, du 22 juin au 24 août (c'est-à-dire après les élections), 1 698 électeurs de ce groupe ont été interrogés à nouveau. Ces étapes ont permis d'obtenir une mine d'informations, n'ayant d'ailleurs pas toutes trait au comportement électoral lors des élections régionales mais aussi, par exemple, à l'utilisation des médias, à la conception de la démocratie, aux attentes vis-à-vis des parlementaires et aux convictions idéologiques et philosophiques.

L'échantillon original de l'étude a été constitué de façon aléatoire à partir du Registre national de la population, seule technique permettant d'obtenir un échantillon représentatif de la population qui ne soit pas faussé, par exemple, par le fait de posséder un téléphone fixe ou mobile ou une connexion Internet. Seuls les électeurs sélectionnés selon cette méthode ont pu être interrogés, même si cela requiert parfois plusieurs tentatives pour pouvoir les rencontrer chez eux. Le travail sur le terrain a été effectué par TNS Dimarso à la demande de PARTIREP.

Les résultats examinés dans ce livre sont dès lors basés sur le meilleur échantillon possible de la population ayant le droit de vote en Flandre et en Wallonie. Cela nous autorise à extrapoler les résultats fournis par cette étude à l'ensemble de la population mais sans certitude absolue. Un bon échantillon n'est jamais qu'un échantillon ! Les estimations réalisées sur cette base ne sont jamais rigoureusement exactes. Les résultats comportent une marge d'erreur et les corrélations constatées – par exemple entre le vote et des opinions – sont parfois trop faibles. Aussi, et nous l'avons fait ici, vérifie-t-on toujours les résultats en termes de *signification statistique*. Dans les

chapitres qui suivent, les conclusions sont associées à un certain nombre d'étoiles. Une étoile signifie que le risque de nous tromper en généralisant ce résultat à toute la population est supérieur à 5 sur 100 (0,05). Une relation se voit attribuer deux étoiles lorsque le risque d'erreur n'est pas plus élevé que 1 sur 100 (0,01) et trois étoiles lorsque ce risque est inférieur ou égal à 1 sur 1 000 (0,001).

Aucun échantillon n'est parfait. Dans notre cas, la perte de plusieurs personnes interrogées entre les différentes vagues de l'enquête diminue la qualité de celle-ci. On peut le corriger – prudemment – en *pondérant* l'échantillon lors des vagues successives : les groupes apparemment sous-représentés dans l'échantillon pèseront alors plus lourd dans les résultats globaux tandis que le poids des groupes surreprésentés sera diminué. Les échantillons sont ainsi légèrement rectifiés sur la base de l'âge, du genre, du lieu de résidence, du niveau de diplôme, de l'activité professionnelle et du comportement électoral. Dans chaque chapitre, nous indiquons si et comment l'échantillon a été pondéré pour les analyses spécifiques décrites.

3. Expliquer les élections

Il y a deux manières de lire et d'interpréter les résultats d'une élection. La première est une *méthode rapide*, la lecture instantanée des résultats dès qu'ils sont disponibles. Au cours de la soirée électorale et pendant les jours qui suivent, c'est le seul moyen d'essayer de comprendre ce qui s'est passé. Cette lecture rapide se base toujours sur un certain nombre de suppositions, par exemple sur les raisons qui ont poussé les électeurs à produire ce résultat et sur les transferts d'électeurs entre les partis.

La lecture instantanée, par laquelle les partis politiques surtout essaient de donner rapidement le ton, est bien sûr très importante. C'est elle qui dicte les premières retombées des élections : certains partis affichent leur déception, d'autres se déclarent les vainqueurs du scrutin. La première lecture aide les partis à prendre position. Elle a des effets directs sur les négociations visant à former une nouvelle coalition gouvernementale alors qu'elle repose pourtant sur des informations plus que lacunaires.

On peut aussi analyser les élections d'une manière plus scientifique, en analysant le vote individuel des électeurs. C'est une méthode forcément plus lente qui nécessite du temps et surtout un travail méticuleux³. Elle se base sur des entretiens avec les électeurs eux-mêmes et constitue un processus long et fastidieux pour découvrir comment les électeurs ont voté, quelles sont leurs différences... L'image obtenue est alors plus complexe et ruine les conclusions univoques.

La première lecture rapide des résultats de l'élection se focalise toujours sur les changements, les transferts, les gains et les pertes des différents acteurs, ce qui donne une image très limitée de l'ensemble. On a conclu à la *défaite* du MR en Wallonie alors qu'il y a rallié un quart des électeurs. Le plus grand parti de Flandre, le CD&V, a obtenu un moins bon résultat que le MR mais est devenu de loin le premier parti de sa région. La N-VA a aussi été proclamée grande gagnante alors qu'elle a terminé à la

³ Pour l'élection de 2007, nous renvoyons pour le spectre francophone à P. DELWIT, E. VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles-Wallonie, 10 juin 2007)*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008.

cinquième place avec 13,1 % des votes, soit moins que le CDH ou Ecolo en Wallonie. Mais les résultats obtenus par le MR et la N-VA se sont révélés surprenants et ont de ce fait marqué les commentaires.

Sous ces transferts, qui donnent directement une signification aux élections et se répercutent souvent dans la formation des coalitions, on retrouve des courants plus profonds qui, s'ils ne sont pas immuables, sont lents et progressifs. Ils apparaissent non dans le seul résultat d'un scrutin mais via une étude électorale. Et ils prouvent que même si les électeurs changent de parti et tirent les résultats dans l'une ou l'autre direction, donner sa voix à un parti est tout sauf un acte fortuit.

Les partis ont des électorats différents, ce qui n'a rien de surprenant. Les électeurs votent pour les partis qui défendent les intérêts de leur groupe sociétal et suivent les partis en fonction des idées et des positions de ceux-ci. Pour qui dispose de quelques informations de base sur un électeur – genre, âge, niveau de diplôme, opinions sur quelques thèmes cruciaux –, il est assez facile de prévoir quels partis ont les plus grandes chances d'obtenir sa voix⁴.

Les tableaux 1.4 et 1.5 donnent pour la Flandre et la Wallonie des statistiques simples en la matière. Pour bien lire et comprendre ces tableaux, il faut toujours d'abord regarder les proportions dans la population totale. Lorsqu'un chiffre est plus élevé pour un parti que pour la population dans son ensemble, cela signifie que ce groupe démographique (par exemple, les hommes, les jeunes ou les athées) est plus fortement représenté dans l'électorat du parti. Lorsqu'un parti possède un électorat plus féminin que la population en général, cela ne signifie cependant pas que la plupart des femmes votent pour ce parti. Si le parti en question est très petit, cela signifie que peu d'électeurs votent pour celui-ci mais que parmi ses électeurs, il compte plus de femmes qu'en moyenne dans la population. La composition de l'électorat des différents partis est présentée dans les tableaux 1.4 et 1.5.

Il ressort de ces tableaux que les hommes et les femmes ne font pas les mêmes choix. En Flandre, les partis traditionnels, et le SP.a en particulier, attirent un peu plus d'électorales. Ce sont les verts qui possèdent l'électorat le plus féminin (presque deux tiers de femmes) alors que l'électorat des nouveaux venus – LDD (59 %) et surtout N-VA (70 %) – est singulièrement masculin. En Wallonie, les différences ne sont pas si marquées. Seul le MR possède un électorat un peu plus masculin, celui des autres partis est un peu plus féminin.

L'âge est le deuxième critère pertinent pour différencier les partis. En Wallonie, le CDH est le parti avec le plus d'électeurs âgés (plus de 55 ans), mais il réalise aussi un très bon score chez les plus jeunes. Les générations intermédiaires semblent boudier le parti. Ces générations sont plus présentes au MR que dans la moyenne de la population. Les partis écologistes, Ecolo ou Groen!, possèdent traditionnellement un électorat plus jeune. En Flandre, le CD&V séduit les électeurs les plus âgés. Le parti a attiré très peu de jeunes et a réalisé un excellent score chez les plus de 55 ans. Le Vlaams Belang

⁴ C. BROOKS, P. NIEUWBEERTA et J. MENZA, « Cleavage-based voting behaviour in cross-national perspective : evidence from six post-war democracies », *Social Science Research*, 68, 2006, p. 88-128 ; J. THOMASSEN (ed.), *The European voter. A comparative study of modern democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; C. VAN DER EIJK et M. FRANKLIN, *Elections and voters*, Londres, Palgrave, 2009.

continue à faire de bons résultats chez les jeunes électeurs, mais c'est surtout la LDD qui a séduit ce groupe d'âge : la moitié des électeurs de la LDD a moins de 35 ans.

Tableau 1.4 Relation entre les caractéristiques et les opinions des électeurs en Flandre et leur comportement électoral

	CD&V	Open VLD	SP.a	VB	N-VA	LDD	Groen!	Total du corps électoral
Genre ***								
Homme	45,0	45,3	40,9	52,9	70,1	59,0	35,3	48,9
Femme	55,0	54,7	59,7	47,1	29,9	41,0	64,7	51,1
Age ***								
- de 35 ans	15,6	29,1	22,1	36,1	24,1	49,4	38,2	26,7
Entre 35 et 55 ans	31,6	31,1	4,03	37,4	42,9	31,2	42,6	37,0
56 ans et plus	52,8	39,7	37,7	26,5	33,1	19,5	19,1	36,2
Capital scolaire ***								
Faible	37,7	31,8	33,3	50,0	21,8	24,7	7,2	32,6
Moyen	39,4	31,1	39,2	37,0	39,1	51,9	29,0	38,9
Elevé	22,9	37,1	27,5	13,0	39,1	23,4	63,8	28,5
Orientation philosophique ***								
Catholique ou chrétien	94,4	78,0	57,1	72,0	79,7	61,6	68,7	74,9
Libre penseur, athée, ou sans religion	6,1	20,6	35,0	27,2	18,8	29,5	26,8	13,6
Positionnement gauche-droite (échelle allant de la gauche (0) à la droite (10)) ***								
	5,3	5,7	4,0	6,1	5,6	6,0	3,8	5,2
Les syndicats doivent jouer un plus grand rôle (% qui sont d'accord ou tout à fait d'accord) ***								
	39,4	31,8	60,4	51,3	26,3	31,8	42,7	43,7
Répartition des compétences dans l'Etat (0 = Entités fédérées, 10 = Etat fédéral) ***								
	4,4	5,0	4,6	3,9	3,1	4,7	5,1	4,4
L'avortement est acceptable ou totalement acceptable (%) ***								
	59,9	64,2	67,1	68,9	84,3	84,6	74,6	67,7
Le droit de vote aux élections communales pour les étrangers est normal (% de ceux qui sont d'accord ou totalement d'accord) ***								
	52,4	49,4	57,2	22,6	44,8	28,2	63,3	45,3

Le niveau de diplôme est une manière simple de mesurer le niveau social des électeurs. Nous distinguons ici un groupe à niveau de diplôme faible (secondaire inférieur au maximum), un groupe intermédiaire (diplômés du secondaire supérieur) et un groupe à niveau de scolarisation élevé (diplômés de l'enseignement supérieur ou universitaire). Les différences de niveau de diplôme correspondent fortement, mais pas tout à fait, aux différences de revenus et de classe sociale. Ces différences constituent l'une des bases les plus solides sur lesquelles s'est construit et consolidé le système des partis⁵. Les partis ouvriers défendent les intérêts des groupes les plus

⁵ S.M. LIPSET et S. ROKKAN (ed.), *Cleavage structures, party systems and voter alignments : cross-national perspectives*, New York, Free Press, 1967 ; S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Structures*

faibles, et les partis libéraux attirent traditionnellement les groupes sociaux les plus élevés. Et même si l'importance de ces différences sociales diminue fortement, elles se traduisent encore toujours clairement et de la manière escomptée lors du vote.

Tableau 1.5 Relation entre les caractéristiques et les opinions des électeurs en Wallonie et leur comportement électoral

	PS	MR	CDH	Ecolo	Total du corps électoral
Genre ***					
Homme	44,9	49,1	45,5	44,9	47,5
Femme	55,1	50,9	54,5	55,1	52,5
Age ***					
- de 35 ans	29,6	21,4	33,3	34,8	28,2
Entre 35 et 55 ans	35,8	48,2	24,4	38,2	37,4
56 ans et plus	34,6	30,4	42,3	27,0	34,5
Capital scolaire ***					
Faible	45,9	28,6	30,8	23,6	33,2
Moyen	37,7	26,8	39,7	41,6	37,3
Elevé	16,4	44,6	28,2	34,8	29,3
Orientation philosophique ***					
Catholique ou chrétien	52,2	64,9	81,8	59,5	60,3
Libre penseur, athée, ou sans religion	34,6	30,6	13,0	32,6	30,7
Positionnement gauche-droite (échelle allant de la gauche (0) à la droite (10))***					
	3,5	6,1	5,3	4,1	4,6
Les syndicats doivent jouer un plus grand rôle (% qui sont d'accord ou tout à fait d'accord) ***					
	66,1	32,1	51,3	60,0	51,0
Répartition des compétences dans l'Etat (0 = Entités fédérées, 10 = Etat fédéral) ***					
	5,0	5,5	5,4	5,2	5,3
L'avortement est acceptable ou totalement acceptable (%) ***					
	67,3	70,5	52,5	80,0	69,3
Le droit de vote aux élections communales pour les étrangers est normal (% de ceux qui sont d'accord ou totalement d'accord) ***					
	48,5	53,6	65,4	64,7	52,3

Cela se marque de façon évidente dans le système de partis assez simple qui caractérise la Wallonie. Le PS attire davantage d'électeurs faiblement scolarisés, tandis que le MR attire plus d'électeurs fortement scolarisés. Le CDH correspond au parti centriste typique, reflétant les différences sociales dans son électorat. Ecolo, comme

de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008 ; G. EVANS, « The continued significance of class voting », *Annual Reviews in Political Science*, 3, 2000, p. 401-417.

tous les partis écologistes, est aussi bien plus souvent le choix d'un électorat plus scolarisé.

En Flandre, le SP.a ne représente plus le parti qui attire les électeurs les moins scolarisés, et ce depuis quelque temps déjà. Le Vlaams Belang ⁶ l'a supplanté depuis les années quatre-vingt-dix, et c'est toujours le cas en 2009. La moitié des électeurs du VB ont un faible niveau de diplôme. La N-VA convainc moins de personnes moins scolarisées et compte près de 40 % d'électeurs avec un niveau de diplôme élevé. Groen! l'emporte néanmoins, avec moins de 10 % d'électeurs faiblement scolarisés et près de deux tiers de diplômés universitaires ou de l'enseignement supérieur.

Pour compléter le profil socio-démographique, nous avons demandé l'avis des électeurs sur toute une série de thèmes socio-politiques. L'un de ceux-ci est en étroite corrélation avec le point précédent : le rôle des syndicats. En Flandre, 44 % des électeurs sont d'accord ou entièrement d'accord avec la proposition suivante : « les syndicats devraient avoir une plus grande influence sur les décisions économiques importantes ». Ce pourcentage passe à 50 % chez les électeurs du Vlaams Belang et à 60 % chez ceux du SP.a. Les électeurs des partis libéraux (Open VLD et LDD) ainsi que ceux de la N-VA sont les moins nombreux à souhaiter que les syndicats jouent un rôle important. En Wallonie, 51 % des électeurs sont d'accord avec cette proposition, en raison du poids important du PS : 66 % des électeurs socialistes souhaitent que les syndicats aient une influence plus grande. Sur cette question, Ecolo se situe aussi à gauche. Le CDH se situe au niveau de la moyenne générale, tout comme le CD&V en Flandre, alors que le MR a le plus grand nombre d'électeurs voyant peu d'intérêt aux syndicats. En d'autres termes, les différences sociales et les opinions à ce sujet se traduisent de manière très claire et prévisible dans le choix des partis. Même le soutien important des personnes moins scolarisées au Vlaams Belang confirme ce que nous savons à propos d'autres partis populistes de droite.

En Belgique, le premier clivage historique correspond cependant non au clivage entre les classes sociales mais à celui qui divise la société sur les questions liées à la place de la religion. Les cléricaux et les anticléricaux se sont opposés avec âpreté durant les XIX^e et XX^e siècles. Cette lutte est moins prégnante aujourd'hui. Le pacte scolaire de 1958 a marqué la fin des oppositions radicales. Au début des années 1960, le PLP-PVV a appelé les croyants partisans des idées économiques du parti libéral à voter pour lui sans sentiment de culpabilité.

La religion continue néanmoins à jouer un rôle important. En Flandre, 75 % des électeurs se disent catholiques ou chrétiens. C'est le cas de 94 % des électeurs du CD&V : seuls 6 % des électeurs démocrates chrétiens disent n'appartenir à aucun courant religieux, être laïcs ou athées. Pour les électeurs du SP.a, ce pourcentage est de 35 %, pour seulement 57 % de chrétiens ou de catholiques. Du côté de l'Open VLD, l'opposition est moins marquée. Il ne constitue plus depuis longtemps le parti de prédilection des laïcs et des athées. On en retrouve au SP.a, mais aussi au Vlaams

⁶ M. SWYNGEDOUW, R. BEERTEN, J. BILLIET et Ann CARTON, « Partijkeuze verklaren. Over determinanten van het stemgedrag in Vlaanderen op 24 november 1991 », in *Kiezen is verliezen. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen*, Leuven, Acco, 1993.

Belang, chez Groen! et à la LDD qui a, semble-t-il, attiré des libéraux plus traditionnels et laïcs.

En Wallonie, on observe aussi les différences attendues entre les partis en termes de répartition entre chrétiens et non-chrétiens. 60 % des électeurs wallons se disent catholiques ou chrétiens. Ce groupe est le plus réduit au PS. Le MR, pas plus que l'Open VLD, n'est pas (ou plus) le parti des électeurs laïcs. C'est encore moins le cas d'Ecolo. Le CDH, même s'il a supprimé de son nom la référence au christianisme, compte presque 82 % de catholiques ou de chrétiens dans son électorat pour seulement 13 % de laïcs et d'athées, ce qui représente le pourcentage le plus faible.

Pour approfondir ces différences, nous avons demandé aux électeurs dans quelle mesure ils considéraient l'avortement comme acceptable (de totalement inacceptable à tout à fait acceptable). Il en ressort tout d'abord que le pourcentage élevé de catholiques et de chrétiens dans les deux régions ne signifie pas qu'un groupe important de personnes considère l'avortement comme inacceptable, bien au contraire. En Flandre, près de 68 % des électeurs trouvent l'avortement acceptable ou tout à fait acceptable ; ils sont 69 % en Wallonie. Les groupes les plus réduits se retrouvent parmi les électeurs des deux partis démocrates chrétiens : 60 % pour le CD&V et 53 % pour le CDH. Les partis avec le plus grand nombre d'électeurs n'ayant aucun problème avec l'avortement sont Ecolo (80 %) en Wallonie et la N-VA (77 %) et la LDD (84 %) en Flandre. Il est intéressant de noter les différences entre le CD&V et la N-VA sur ce point, ainsi qu'entre l'Open VLD (64 %) et la LDD. Ici aussi, la LDD semble avoir attiré des électeurs représentatifs du courant libéral historique.

La troisième grande fracture de la structure politique belge correspond à l'opposition communautaire. Sur ce point, nous avons demandé aux électeurs de nous indiquer le niveau de pouvoir auquel ils préféreraient voir attribuer plus de compétences. Ils avaient la possibilité de se situer sur une échelle allant de 0 (toutes les compétences pour les entités fédérées) à 10 (toutes les compétences pour l'Etat fédéral), la position 5 représentant le centre. Les électeurs flamands se sont situés un peu plus du côté régional avec une moyenne de 4,4 alors que les électeurs wallons se sont placés un peu plus près du côté belge avec une moyenne de 5,2. Dans ce conflit, les partis francophones et flamands se retrouvent la plupart du temps face à face et défendent tous les intérêts de leur groupe linguistique auprès de leurs électeurs. Il ne faut donc sans doute pas s'attendre à de grandes différences dans chaque groupe linguistique. Certains partis en Flandre se profilent toutefois davantage comme partisans d'une plus grande autonomie ou de plus d'indépendance mais la vision de leurs électeurs correspond-elle à cette position ? En l'espèce, on voit à nouveau que les électeurs et les partis ne s'assemblent pas par hasard. Les partis dont les électeurs souhaitent attribuer plus de compétences aux entités fédérées sont la N-VA (3,1) et le Vlaams Belang (3,9). Le troisième parti qui plaide ouvertement pour une autonomie importante, la LDD, n'est toutefois pas suivi par ses électeurs sur ce point. Avec une moyenne de 4,7, ils sont même un peu plus *belgicains* que l'électeur flamand moyen. Les électeurs de Groen! et de l'Open VLD penchent en moyenne un peu plus du côté belge avec des moyennes de 5,0 et 5,1, soit au centre de l'échelle. En Wallonie, les différences entre électorats sont plus faibles. Les électeurs du PS sont les plus *régionalistes* avec une moyenne de 5,0, et ceux du MR, les plus *belgicains* avec un score de 5,5.

A côté de ces trois lignes de rupture traditionnelles – religion, classe sociale et oppositions communautaires – cette dernière décennie a vu apparaître de plus en plus de débats entre ce que l'on appelle communément la gauche libertaire et la droite populiste⁷. Ces débats se cristallisent très fort autour de thèmes relatifs aux migrations et à la sécurité. L'octroi du droit de vote communal aux résidents non belges il y a quelques années a bien mis cette tension en évidence. Nous avons donc soumis l'affirmation suivante aux personnes interrogées : « Il est normal que les étrangers résidant légalement en Belgique depuis cinq ans ou plus aient aussi le droit de vote au niveau communal ». En Flandre, 45 % des électeurs sont d'accord ou tout à fait d'accord avec la proposition, pour 52,3 % en Wallonie. La différence est étonnamment faible : les électeurs des deux régions ne s'opposent pas diamétralement sur cette question. Mais sont-ils parvenus à trouver le *bon parti*, c'est-à-dire un parti en accord avec leurs convictions ? C'est le cas dans une très large mesure. En Flandre, on retrouve la majorité des partisans du droit de vote communal parmi les électeurs de Groen! (63 %) et du SP.a (57 %). Les électeurs du CD&V se situent aussi en moyenne du côté positif. Les moins favorables au droit de vote communal pour les non-Belges se retrouvent parmi les électeurs du Vlaams Belang (23 %) et de la LDD (28 %). En Wallonie, ce ne sont pas les électeurs du PS qui sont en moyenne les plus favorables, mais bien ceux d'Ecolo et du CDH. Les 49 % du PS se situent un peu en-dessous de la moyenne wallonne. Il y a une explication simple à cela : contrairement au SP.a, le PS n'a pas perdu d'électeurs au profit d'un parti d'extrême droite. Les électeurs plus réticents à ce sujet, et aussi plus conservateurs en termes d'éthique, restent fidèles au PS.

De manière générale, les contrastes sont moins marqués entre les électorats des différents partis francophones qu'entre ceux des partis flamands, en raison de la grande taille des partis en Wallonie : plus un parti est grand, plus son électorat est hétérogène. La Flandre compte un plus grand nombre de petits partis, avec chacun un électorat plus spécifique et mieux reconnaissable. Entre autres, le profil de Groen! est ainsi plus marqué que celui d'Ecolo mais Ecolo a trois fois plus d'électeurs que Groen!.

Les différences entre électorats des partis peuvent se résumer de manière (trop) simple en les classant sur une échelle allant de gauche à droite. L'opposition entre gauche et droite en politique peut avoir des significations différentes. En termes socio-économiques, le socialisme se situe à gauche et le libéralisme, à droite. Sur les questions éthiques, une attitude conservatrice est dite de droite alors qu'une attitude libérale ou libertaire est située à gauche. Pour le débat plus récent sur les migrations et la sécurité, les mouvements de *nouvelle gauche* (surtout les écologistes) se retrouvent à gauche et les partis d'extrême droite et de droite populiste se situent assez logiquement à droite.

La gauche et la droite constituent donc des notions complexes. Cependant, les électeurs parviennent à se placer sur une échelle de ce type sans difficulté ni surprise. Avec une moyenne de 4,6, les électeurs wallons se situent un peu plus à gauche que

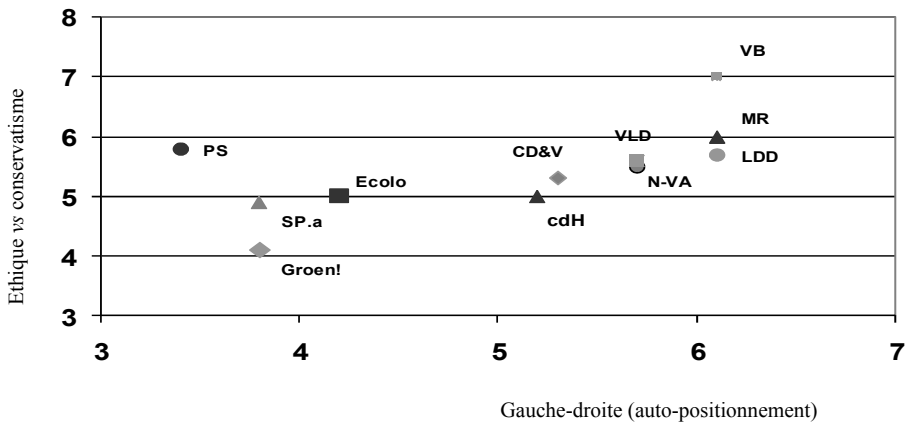
⁷ H. KITSCHOLT, « Left-Libertarian Parties : Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40, 1988, p. 194-234 ; C. MUDDE, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

les électeurs flamands avec une moyenne de 5,2. En Wallonie, le PS occupe la position la plus à gauche, voisin d'Ecolo. Le CDH se situe un peu à droite du centre, et le MR est le plus à droite avec un résultat de 6,1. L'écart entre les électeurs moyens du PS et du MR est de 2,6 points sur une échelle de 10.

En Flandre, Groen! et le SP.a sont les plus à gauche. Suivent ensuite, directement sur la droite de l'échelle, le CD&V, la N-VA, l'Open VLD (tous les trois très proches l'un de l'autre), la LDD et le VB. Entre l'électorat de gauche de Groen! (3,8) et celui de droite du Vlaams Belang (6,1), il y a une différence de 2,3 sur une échelle de 10.

Nous pouvons aussi visualiser les différences entre les électorats des partis au moyen d'un espace politique en deux dimensions. Pareils modèles partent du postulat que les préférences politiques de la population ne sont pas simplement unidimensionnelles (par exemple, gauche-droite) mais que d'autres oppositions entrent aussi en ligne de compte. La position sur les deux échelles détermine alors la position politique unique de chacun. Il est ainsi possible qu'une personne économiquement de droite (pas trop d'interventionnisme de l'Etat) défende en même temps une position très à gauche sur une question bioéthique (par exemple, un éventail de possibilités plus large en matière d'euthanasie). C'est en combinant ces deux conceptions qu'apparaît la position unique d'un individu dans cet espace politique (figure 1.1).

Figure 1.1 Gauche-droite et conservatisme

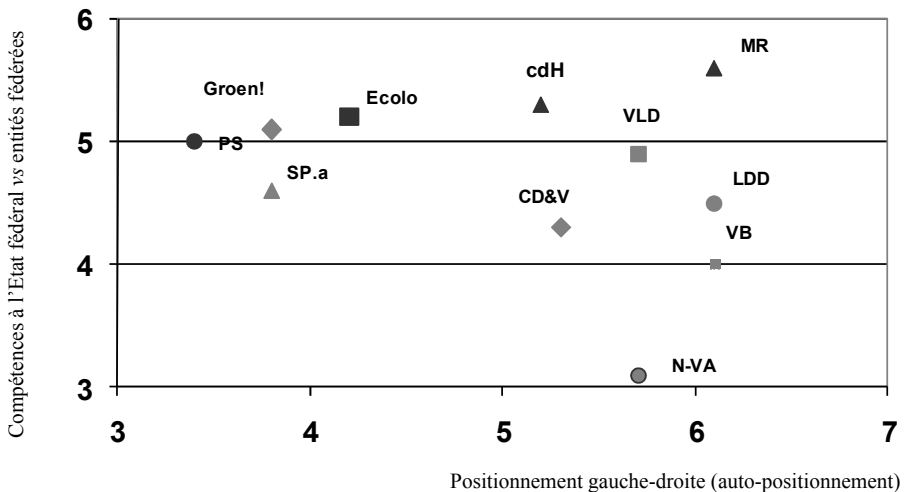


De ce qui précède, il apparaît que seuls les électorats des partis socialistes et écologistes se situent clairement du côté gauche du spectre politique. Au centre et à droite, la concurrence entre les partis est bien plus forte. Les démocrates chrétiens se révèlent être de vrais partis centristes, alors que la distance idéologique entre le parti libéral, la LDD et la N-VA est moins importante. Le Vlaams Belang est un cas à part en raison moins d'une position économique de droite que des idées éthiques conservatrices avouées de son électorat. La hauteur sur l'axe vertical est en effet définie par une échelle de valeurs éthiques vs conservatrices : ethnocentrisme, soutien d'une approche sévère de la criminalité, besoin d'une plus grande discipline dans l'enseignement, ... Les autres électorats ne se distinguent pas autant sur cet axe mais l'opposition entre le Vlaams Belang et les électeurs de Groen! est ici très nette.

La figure 1.1 met en évidence un autre point intéressant : la distance idéologique très faible entre les deux partis démocrates chrétiens. Dans toutes les autres familles politiques, la distance est un peu plus importante : le profil du MR est plus à droite que celui du VLD et le PS se situe un peu plus à gauche que le SP.a.

La question communautaire fait cependant aussi office de fracture importante dans l'espace politique belge. La figure 1.2 associe ces deux dimensions. On retrouve une nouvelle fois l'opposition gauche-droite sur l'axe horizontal tandis que la vision de la structure optimale de l'Etat figure sur l'axe vertical. Un score supérieur à 5 signifie que l'on est convaincu de l'utilité de compétences élargies au niveau fédéral, un score inférieur à 5 exprime une préférence pour l'octroi de plus de compétences aux régions, la moyenne de 5 indique que l'on est satisfait du système actuel. On remarque ici que les partis de droite ont des opinions plus divergentes que les partis de gauche qui sont fortement rassemblés autour de la valeur 5. Les électeurs de la N-VA montrent une préférence certaine pour des compétences élargies à l'échelon régional. Les électeurs du Vlaams Belang et de la LDD ne s'écartent guère de la moyenne flamande.

Figure 1.2 Positionnement gauche-droite et soutien pour un système fédéral



A nouveau, on observe des schémas spécifiques en comparant les familles politiques. A l'évidence, Ecolo et Groen! n'ont aucun problème avec la ligne de rupture communautaire : leurs électorats affichent la même préférence. Dans les trois grandes familles politiques, les partis flamands penchent à chaque fois plus en faveur des régions que leur équivalent francophone ; la différence est particulièrement marquée chez les démocrates chrétiens.

4. Plan du livre

A l'occasion des différents scrutins, les électeurs opèrent des choix. Ce sont ces choix que l'ouvrage tente de comprendre. Les données reprises dans les tableaux 1.4 et 1.5 et les figures 1.1 et 1.2 l'illustrent, le choix de l'électeur n'est pas fortuit. Cet

ouvrage vise à faire comprendre en profondeur les motifs des électeurs. Les chapitres qui suivent étudient et expliquent en détail différentes facettes du comportement électoral.

Dans le chapitre II, Stefaan Walgrave, Jonas Lefevère et Marc Hooghe vont à la rencontre des électeurs indécis. Au cours de la campagne, pas mal d'électeurs ont en effet changé d'opinion, parfois pour en revenir à leur choix initial. Le nombre de ces électeurs mouvants est important, plus en Flandre qu'en Wallonie. Ces électeurs très volatils ne sont pas pour autant capricieux. Lorsqu'un électeur change de parti, il y a de très grandes chances pour qu'il glisse vers un parti proche. Si l'offre est plus large, comme en Flandre, la probabilité de mouvements plus nombreux au cours de la campagne est plus élevée. L'analyse des transferts pendant la campagne montre en outre que la N-VA a su, mieux que les autres, retenir nombre de nouveaux électeurs en bout de course, au contraire de la Lijst Dedecker. En Wallonie, de manière étonnante, beaucoup d'électeurs ont achevé leur parcours au PS et non chez Ecolo.

Dans le chapitre III, Jonas Lefevère se penche sur la manière dont les électeurs ont opéré leur choix. L'analyse est menée au moyen de questions ouvertes auxquelles les personnes interrogées ont pu répondre librement, expliquant pour quelles raisons elles choisissaient tel ou tel parti à un moment précis. Certains électeurs privilégient par exemple les thèmes politiques, d'autres les candidats, d'autres encore se laissent guider par les recommandations de leur entourage. Ces *heuristiques* diffèrent peu en Wallonie et en Flandre, même si plus d'électeurs votent de manière stratégique en Flandre, où les partis sont plus petits et plus nombreux. Les électeurs changent aussi de mode de prise de décision au cours de la campagne, particulièrement les électeurs encore indécis en début de campagne.

Kris Deschouwer et Dave Sinardet analysent l'influence de la fracture communautaire sur le comportement électoral dans le quatrième chapitre. A la suite de nombreuses études précédentes, ils ont constaté d'emblée que l'identification des électeurs avec la Belgique ou avec l'une de ses régions ou communautés n'a pas évolué depuis le début des années 1990. Ceux qui s'identifient en premier lieu avec la Flandre semblent cependant plus intéressés par la politique et mieux informés en la matière. En Wallonie, cette relation entre identité et connaissance politique n'existe pas. Celui qui s'identifie plus avec la Flandre tend à voter sans surprise pour la N-VA et, dans une moindre mesure, pour le Vlaams Belang, et laisse la question communautaire orienter davantage son choix. Mais cette question communautaire n'est l'élément majeur dans la décision finale que pour 8 % des Flamands et 5 % des Wallons, comme par le passé.

La pilatisation est-elle toujours d'actualité ? L'adhésion à des associations reste-t-elle un indicateur du comportement électoral ? La réponse serait positive à en croire Ellen Quintelier et Marc Hooghe (chapitre V). L'appartenance à des organisations chrétiennes va toujours de pair avec une voix exprimée en faveur du CDH ou du CD&V et, dans une moindre mesure, de la N-VA. Les électeurs du CD&V restent aussi nettement surreprésentés dans les grandes organisations socio-culturelles flamandes. Les piliers libéral et socialiste semblent en revanche avoir disparu, en Flandre comme en Wallonie. En outre, alors que l'on s'attendrait à un lien entre les partis écologistes et les nouveaux mouvements sociaux, on ne remarque rien de particulier au niveau

des électeurs. Le souci de l'environnement est plus important pour obtenir les voix écologistes que l'appartenance à un nouveau mouvement social.

Marc Hooghe, Sofie Mariën et Teun Pauwels s'attachent à la relation entre méfiance politique et choix en faveur d'un parti (chapitre vi). En juin 2009, le phénomène du vote de protestation a en effet suscité un grand intérêt : certains électeurs ne souhaitent pas vraiment exprimer une préférence pour un parti en particulier, mais plutôt leur insatisfaction à l'égard du système politique dans son ensemble. La méfiance est plus grande en Wallonie qu'en Flandre mais les électeurs wallons ne disposent d'aucun parti pour exprimer cette méfiance dans l'isoloir. Ecolo n'est pas ou plus un parti de protestation. En Flandre, au contraire, les électeurs faisant état d'une forte méfiance politique se retrouvent de façon très claire plus souvent chez les abstentionnistes, au Vlaams Belang, à la N-VA et à la Lijst Dedecker.

Marc Hooghe et Stefaan Walgrave approfondissent le débat sur le vote obligatoire (chapitre vii). Un argument souvent utilisé dans ce débat est que les électeurs portant peu d'intérêt à la politique et ayant peu de connaissances à ce sujet, et qui ne voteraient pas s'il n'y avait pas l'obligation de vote, feraient un choix plus *mauvais* parce qu'ils se laissent influencer par des impressions fortuites ou par la notoriété médiatique des candidats. Hooghe et Walgrave constatent en tout cas que le citoyen moins bien informé en matière politique, phénomène lié au niveau de diplôme, irait voter bien moins souvent si le vote obligatoire était supprimé. L'électeur peu au fait de la chose politique semble cependant exprimer un vote *cohérent*, un vote pour un parti qui correspond à ses convictions et à son profil sociologique. Certes, les personnes qui connaissent moins bien la politique ont plutôt tendance à rechercher un juste milieu politique. Mais cela n'entraîne pas de grande distorsion des résultats, et certainement pas en faveur d'une plus grande polarisation.

Audrey André, Bram Wauters et Jean-Benoit Pilet s'intéressent à la différence entre les électeurs exprimant un vote en tête de liste et ceux optant pour un vote de préférence (chapitre viii). Environ 60 % des électeurs wallons et flamands ont exprimé un vote de préférence en 2009. La plupart ont exprimé une ou deux voix de préférence, et seule une très faible minorité a exprimé plus de deux voix de préférence. Les électeurs plus âgés votent pour un plus grand nombre de candidats, comme aussi les électeurs plus actifs politiquement. Les électeurs des partis traditionnels, qui disposent de plus de noms connus, et notamment de ministres sortants, votent eux aussi pour un plus grand nombre de candidats individuels. A la question de savoir pourquoi ils votent pour un candidat en particulier, la réponse la plus citée est « la compétence du candidat ».

Le chapitre ix, coordonné par Didier Caluwaerts, Silvia Erzeel et Petra Meier, se focalise sur les discussions politiques. Le dialogue entre citoyens est important pour se forger des opinions réfléchies et contribue de manière importante à la formation de l'identité politique de chacun. Des études antérieures nous indiquent qu'il existe en la matière une différence entre hommes et femmes : les hommes parlent plus souvent de politique que les femmes, et dans d'autres circonstances. Les femmes parlent surtout de politique en famille, alors que les hommes le font avec leurs amis. L'analyse des électeurs flamands et wallons en 2009 confirme ces différences. L'idée très populaire ces dernières années est qu'il faut laisser une plus grande place à la *délibération*, à la

recherche de solutions issues d'une discussion entre les citoyens. L'inégalité entre les genres constatée ici écorne cette image idéale d'une discussion libre et ouverte entre les citoyens comme base d'une démocratie meilleure. L'inégalité entre les genres est un aspect à intégrer dans les réflexions à venir sur les formes délibératives de démocratie.

Qu'attendent les électeurs de leurs représentants, se sont demandé Sam Depauw et Emilie van Haute (chapitre x) ? Ils sont partis du constat que peu de citoyens ont une position claire sur toute une série de thèmes sur lesquels doivent se pencher les parlementaires dans leur travail législatif, mais qu'ils ont néanmoins une vision claire de la façon dont ils souhaitent être représentés. Que doit prendre en compte un parlementaire ? Sa vision des choses ? La ligne du parti ? L'opinion des électeurs ? Sur ce point, les électeurs ne sont pas tous d'accord et ces différences ne sont pas un hasard. Les personnes mieux au fait de la politique ont une plus grande confiance dans la vision de leurs représentants et les électeurs plus actifs politiquement attendent plutôt que leurs représentants tiennent compte de leur base pour prendre une décision. Et ceux qui ont une plus grande confiance dans la politique ont tendance à vouloir que la ligne du parti soit suivie. Il existe aussi un lien évident entre l'attente d'une représentation liée au parti et le vote pour l'une des trois familles politiques traditionnelles.

Enfin, dans le dernier chapitre, Audrey André, Sam Depauw et Giulia Sandri s'attachent aux permanences politiques destinées à aider les citoyens à obtenir des services (ou des faveurs). Cette forme ancienne de clientélisme a depuis quelque temps assez mauvaise réputation et depuis les années 1990, le nombre d'électeurs qui font appel à un homme politique pour résoudre un problème personnel est en baisse. La désapprobation des citoyens n'est toutefois pas générale. Les personnes moins scolarisées ou éprouvant des difficultés économiques semblent mieux s'accommoder que la moyenne de l'idée que les politiques aident les citoyens à trouver des solutions à des problèmes personnels ou tentent d'attirer dans leur région des possibilités d'emploi ou des moyens financiers. Ils éprouvent néanmoins souvent des difficultés à comprendre comment les pouvoirs publics pourraient améliorer leur situation. A nouveau, on constate à quel point les visions et les convictions politiques sont liées à la place occupée dans la société et au rôle qu'on y joue.

